

L'observatoire

de l'économie de la zone d'emploi de Brest #113

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - octobre 2011

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoïse », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



Crédit photo : Franck Belermis

PARTENAIRES : PÔLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CRCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PRÉFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE

(ADEUPa)
B R E S T



Crédit photo : Dominique Leroux

1^{er} semestre 2011 : des signaux contradictaires

Le printemps 2011 a été marqué par un ralentissement économique mondial, puis une forte dégradation au cours de l'été. Dans la zone euro, les incertitudes alimentées par la crise des dettes des États ont entraîné un fort recul des indices boursiers et ont affecté les perspectives économiques. Dans ce contexte tendu, les indicateurs du Pays de Brest émettent des signaux contradictoires.

L'activité des entreprises a continué de progresser, mais certains secteurs restent pénalisés par un climat des affaires dégradé. Dans l'industrie notamment, l'emploi intérimaire s'est effrité au fil des mois, conséquence de carnets de commande insuffisamment garnis. Activité emblématique du territoire, la réparation navale civile rencontre des difficultés. La situation semble plus favorable dans le secteur de la construction et des services, en dépit d'un nombre encore élevé de défail-

lances d'entreprises. Le niveau d'investissement progresse modérément grâce aux constructions de locaux commerciaux et hôteliers.

Sur le marché du travail, le bilan du semestre s'inscrit en demi-teinte. Pour la 1^{re} fois depuis 2008, le nombre de demandeurs d'emploi sur un an diminue légèrement. Mais, le mois de juin s'est illustré par une reprise du chômage, qui nous laisse dans l'expectative pour les mois à venir. La situation demeure préoccupante pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée, dont le nombre ne cesse de croître. La situation de la zone de l'emploi de Brest est de ce point de vue nettement plus défavorable que celle de la Bretagne et de la France.

Côté ménages, la consommation a progressé timidement et la situation financière demeure satisfaisante.

Une reprise fragile



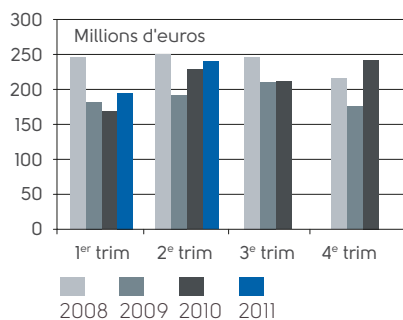
Crédit photo : Dominique Jercoux

Pour le 2^e semestre consécutif, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest augmente dans l'ensemble des activités. Cette orientation favorable résulte d'une hausse de la demande sur le marché national et à l'exportation.

La valeur des exportations progresse ainsi de +9 %. Cette croissance est tirée par les activités industrielles, tandis que le commerce de gros, second exportateur derrière l'industrie, enregistre un niveau équivalent à celui du 1^{er} semestre 2010.

Un autre indicateur illustre une reprise progressive de la croissance économique : la masse salariale des entreprises employant plus de 9 salariés au sein de l'agglomération brestoise se redresse significativement (+7 % au 1^{er} semestre 2011).

Évolution des exportations des entreprises du Pays de Brest



Source : Direction des services fiscaux – en euros constants. Les renseignements concernent les entreprises qui déposent des déclarations CA3 selon le régime réel normal ; sont exclues celles qui dépendent de la Direction des Grandes Entreprises.

Nouveau record de fréquentation à l'aéroport

Malgré les perturbations liées aux travaux de remplacement du système d'atterrissage tout temps, l'aéroport Brest Bretagne a battu un record de fréquentation sur le 1^{er} semestre : 480 854 passagers, soit plus de 50 000 passagers supplémentaires par rapport au 1^{er} semestre 2010 (+12 %). Ce sont les liaisons sur Paris (50 % du trafic de l'aéroport) qui bénéficient le plus de cette embellie (+26 %). Les liaisons transversales progressent également (+17 %), à l'exception notable de Marseille (-42 %) du fait d'une interruption pendant trois mois de la desserte assurée par Ryanair. La liaison avec Londres Luton (-67 %) paie également le retrait de la compagnie à bas coûts depuis mars. Les liaisons vacances hors Union européenne (-31 %) ont quant à elles subi le contrecoup du « printemps arabe ».

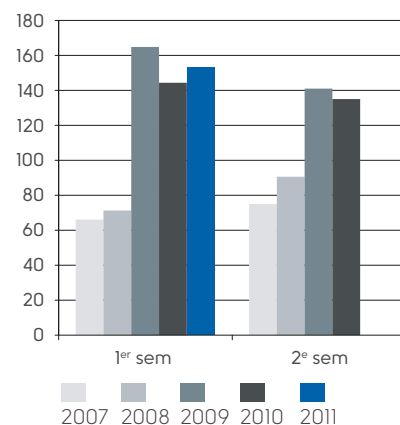
Création d'entreprises : dynamisme de l'immobilier et de l'hôtellerie-restauration

Le nombre de création d'entreprises, hors auto-entrepreneurs, s'inscrit une nouvelle fois en retrait (-10 % par rapport au 1^{er} semestre 2010). Deux secteurs font exception : les activités immobilières et l'hôtellerie-restauration. Dans les activités qui suscitent traditionnellement le plus de vocations, commerces de détail et services aux entreprises, la tendance est contrastée : retour à la stabilité dans le 1^{er} cas et nouveau recul dans le 2nd secteur.

Niveau élevé des défaillances d'entreprises

Le volume de redressements et liquidations judiciaires a progressé de 6 % par rapport au 1^{er} semestre 2010. Le niveau des défaillances d'entreprises reste donc élevé par rapport aux années antérieures à la crise et la décrue ne semble pas amorcée. Les dépôts de bilan sont particulièrement nombreux dans le secteur du bâtiment (par exemple, redressement judiciaire de l'entreprise Installations Thermiques Sanitaires – Ploudalmézeau – 15 salariés; liquidation judiciaire de la société Celtic Peinture – Brest – 58 salariés, de la SEIB – Brest – 30 salariés et de la Société des Travaux Publics d'Iroise – Lannilis – 10 salariés).

Nombre de redressements et liquidations judiciaires au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Crédit photo : Benjamin Deroche

Analyse sectorielle

Industrie : une reprise fragile

Dans le Pays de Brest, le chiffre d'affaires des entreprises industrielles est orienté favorablement et le niveau de production continue de se raffermir. Malgré tout, l'érosion des effectifs intérimaires illustre la fragilité de la reprise et l'attentisme des chefs d'entreprises. Le taux d'utilisation des capacités de production des industries bretonnes demeure en retrait de sa moyenne de longue période, selon la Banque de France.

Dans le secteur agroalimentaire, la croissance est tirée par les exportations, mais des inquiétudes demeurent sur les marges d'exploitation.



Crédit photo : Benjamin Deroche

Réparation navale civile : une passe difficile

Durant le 1^{er} semestre 2011, la concurrence, en particulier polonaise et espagnole, s'est accrue, induisant des difficultés pour les acteurs de la filière au premier plan desquels se situe la Sobrena. Si le total des navires accueillis en formes de radoub n'est qu'en léger retrait (15 navires au lieu de 16) - il a même progressé en forme N°3 (+ 4 unités) - la baisse d'activité est plus nette sur les

quais : 4 navires seulement en 6 mois, contre 14 il y a un an. Le volume cumulé des navires en forme est certes en hausse de 60 %, mais celui des navires traités à quai a baissé de 80 %. Le nombre de jours d'occupation des formes s'est réduit de 26 % et celui des quais de 40 %. En définitive, l'activité s'est nettement contractée : le nombre d'heures de grues a ainsi reculé de 28 %.

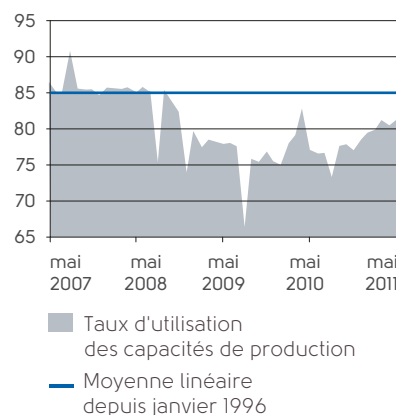
Port de commerce : hausse du trafic

Avec 1,5 million de tonnes traitées sur le 1^{er} semestre, le trafic du port de Brest progresse de 17 % par rapport à la même période de 2010. Les vracs solides agroalimentaires, principal poste, sont repartis à la hausse (+45 %). À l'inverse, les vracs liquides agroalimentaires (huiles de soja, de colza et de palme) sont en retrait de 23 % et les vracs liquides énergie (hydrocarbures, gaz liquéfiés et biocarburant) de 15 %. Les marchandises diverses sont globalement à la hausse (+32 %). Enfin, le développement du trafic conteneurisé se poursuit (+36 %).

Bâtiment et travaux publics : en progrès

Depuis le 4^e trimestre 2010 et après deux années particulièrement difficiles, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest est reparti à la hausse. En une année, l'emploi

Utilisation des capacités de production en Bretagne



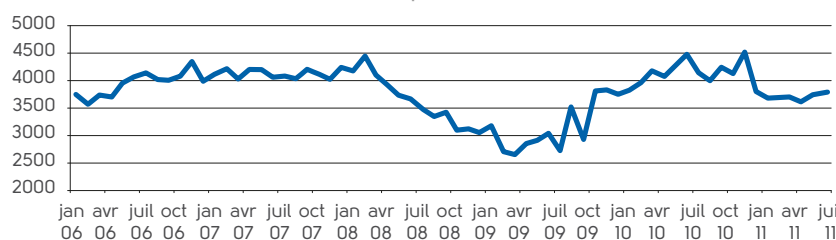
Source : Banque de France

intérimaire dans le secteur de la construction a progressé de 26 %. Ces bons résultats traduisent un raffermissement de l'activité qui, d'après les enquêtes de la Banque de France, devrait encore gagner en consistance dans les prochains mois. Dans le Pays de Brest, les professionnels sont réservés sur l'activité des mois à venir en raison notamment de la fin des travaux du chantier du tramway.

Tourisme : une fréquentation stable

Le premier bilan de la saison touristique 2011 dans le Pays de Brest traduit un niveau

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



* CVS : Correction des Variations Saisonnière
Source : Pôle emploi, données provisoires

CONJONCTURE MONDIALE ET NATIONALE : NOUVEAU COUP DE FREIN

Dans les économies avancées, le climat conjoncturel a marqué le pas au 2^e trimestre et s'est nettement détérioré au cours de l'été 2011. La hausse du prix des matières premières importées, la catastrophe nipponne survenue en mars, l'orientation plus restrictive des politiques économiques et la crise des dettes souveraines contribuent à cette dégradation de l'activité. La France a enregistré un coup de frein sur l'activité au 2^e trimestre 2011 (évolution nulle du PIB après une croissance de 0,9 % au 1^{er} trimestre). L'INSEE prévoit une croissance du PIB de 0,3 % au 3^e trimestre, puis nulle au 4^e. L'investissement freinerait et le taux de chômage augmenterait à nouveau.

de fréquentation relativement similaire à celui de l'année précédente. La présence des visiteurs dans le temps est en revanche différente : le printemps semble être un très bon cru, notamment le mois de juin grâce à des conditions climatiques clémentes et un calendrier favorable (deux longs week-ends); la fréquentation de juillet s'inscrit une nouvelle fois à la baisse et celle du mois d'août demeure relativement stable.

Au niveau de la clientèle d'affaires, les hôteliers enregistrent un volume de nuitées

similaire au 1^{er} semestre 2010. Après une orientation favorable en début d'année (janvier et février), l'activité printanière a été moins porteuse.

Intérim : repli de l'emploi industriel

3779 intérimaires sont enregistrés fin juin 2011 dans le Pays de Brest, selon Pôle emploi. En une année, l'intérim recule de

16 %, alors que l'érosion n'est que de 3 % au niveau régional. La dynamique de la création d'emplois intérimaires, constatés au 1^{er} semestre 2010 s'est brutalement arrêtée mi-2010 et depuis, l'orientation est à la baisse. L'effritement des effectifs intérimaires concerne exclusivement les activités industrielles (-35 %). Dans les services et le secteur de la construction, l'intérim a amorcé une reprise.

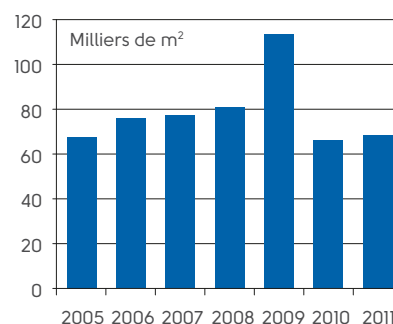
IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Poursuite du redressement

Après une fin d'année 2010 dynamique, le volume de surfaces autorisées en locaux d'activités est à nouveau orienté à la hausse ce semestre (+4 % par rapport au 1^{er} semestre 2010). Ces bons résultats doivent être relativisés dans la mesure où le 1^{er} semestre 2010 s'était illustré par un faible volume des autorisations.

Les résultats de ce début d'année tiennent notamment à un rebond des investissements des entreprises dans le secteur du commerce et de l'hôtellerie. En revanche, le marché de l'immobilier de bureaux est en repli, après une activité particulièrement soutenue au 1^{er} semestre de l'année précédente. Du côté des industriels, les surfaces de locaux autorisés apparaissent très limitées.

Surface des locaux autorisés au 1^{er} trimestre dans le Pays de Brest



Source : Dreal

Principales opérations autorisées au 1^{er} semestre 2011

Demandeur	Lieu des travaux	Nature de la demande	Shon créée
SCI du Lac	Rue du Pont-de-Bois - Saint-Renan	Commerce	6 857 m ²
Pierre Promotion	19 rue Julien de la Gravière - Brest	Bureaux	4 865 m ²
SAS Ploudal distribution	Keruscot - Ploudalmézeau	Commerce	4 358 m ²
SH2	31 rue Jean-Marie Le Bris - Brest	Hôtellerie	3 835 m ²
CHU Brest	2 av Maréchal Foch - Brest	Service public	3 495 m ²

Source : DREAL - Sit@del2

ÉCONOMIE BRETONNE

Une reprise fragile

La conjoncture agricole* du 1^{er} trimestre 2011 est favorable pour le secteur laitier. Dans les filières bovine et porcine, les cours s'inscrivent en hausse, mais ne compensent pas l'augmentation des prix de l'alimentation animale. Dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services, l'activité s'est raffermie d'après la Banque de France. Un rebond de la production est escompté pour les mois à venir.

Selon l'INSEE, après 18 mois de reprise, la hausse de l'emploi s'est arrêtée au 2^e trimestre 2011. Sur une année, la croissance est modérée (+0,4%) et les tendances observées sont moins favorables qu'au niveau national.

* selon la DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



Crédit photo : Benjamin Deroche

DEMANDEURS D'EMPLOI

Un repli annuel de la demande d'emploi de catégorie A... provisoire ?

Fin juin 2011, la zone d'emploi de Brest comptait 13 028 demandeurs d'emploi de catégorie A¹. Pour la première fois depuis le début du ralentissement économique, le nombre d'inscrits s'oriente à la baisse sur un an : -1 % contre +1 % en Bretagne et +2 % en France.

Sur les six premiers mois de l'année 2011, cette diminution est quasi continue sur la zone d'emploi de Brest, excepté une augmentation du nombre d'inscrits enregistrée en juin dernier.

Ailleurs, en Bretagne et en France, le recul de la demande d'emploi de catégorie A a été plus bref : après un repli continu de janvier à avril 2011, le nombre d'inscrits progresse à nouveau en mai et juin.

L'amélioration sur le marché du travail observée début 2011 a donc été éphémère. Il reste à savoir désormais si la reprise du chômage observée en juin sur le territoire est provisoire ou pas.

Dans la zone d'emploi de Brest, 21 834 demandeurs d'emploi sont inscrits dans les catégories A, B² et C³ fin juin 2011. En un an, leur nombre progresse de 2 % contre +4 % en Bretagne et en France.

L'évolution de la courbe des inscrits dans ces catégories n'a pas été linéaire ce semestre, et ce, quel que soit le territoire observé : recul en février, progression en mars, repli en avril puis hausse en mai et juin.

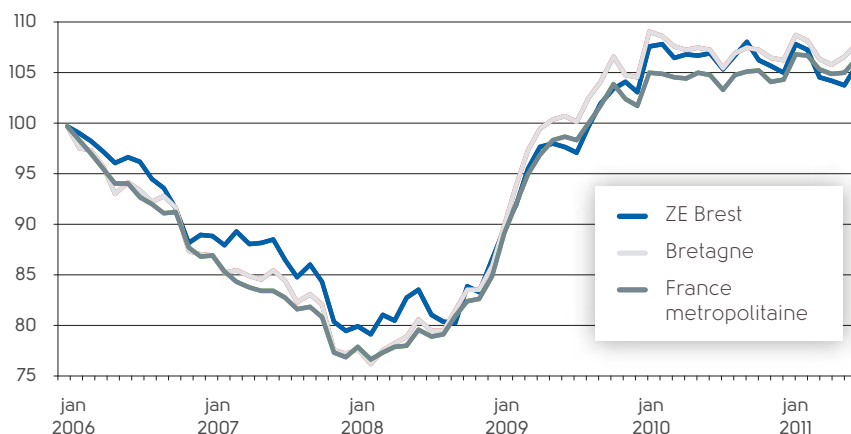
Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite s'est accru de 8 % en un an (contre +9 % en France et en Bretagne). Cette forte progression peut s'expliquer, en partie, par un glissement de catégorie : ainsi, les demandeurs d'emploi jusqu'à présent enregistré en catégorie A auraient plus travaillé cette année, rejoignant ainsi les catégories B et C.

Le chômage touche différemment les publics

Ainsi, les jeunes et les hommes, premières victimes de la crise économique, sont désormais les premiers bénéficiaires de la reprise observée dans certains secteurs d'activité.

La demande d'emploi des moins de 25 ans recule de -4 % en un an (-6 % en Bretagne et -5 % en France). Le chômage des jeunes dans

Evolution du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en janvier 2006) en données CVS*



* CVS : Correction des Variations Saisonnières

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère - Traitement ADEUPa

la zone d'emploi de Brest est équivalent aux moyennes régionale et nationale et concerne 14 % des demandeurs d'emploi de catégorie A. Au final, la situation des jeunes sur le marché du travail tend à s'améliorer même si les moins de 25 ans demeurent plus affectés que les autres classes d'âge par le chômage.

Dans la zone d'emploi de Brest, le chômage touche autant les femmes que les hommes. Les évolutions sont toutefois différentes. En une année, le nombre d'inscrits a diminué de 5 % chez les hommes (-2 % en Bretagne et -1 % en France) et a progressé de 3 % chez les femmes (comme en région, +4 % en métropole). Pour autant, la reprise du chômage féminin tend à ralentir.

Touchés plus tardivement par le ralentissement économique, les seniors peinent aujourd'hui

à retrouver un emploi. En un an, leur nombre s'est accru de 7 % à Pôle emploi contre +13 % en France et +14 % en Bretagne. Désormais, un demandeur d'emploi sur cinq a cinquante ans ou plus. Le chômage chez les seniors s'aggrave et il ne devrait pas s'améliorer dans les prochains mois.

La situation est également préoccupante pour les chômeurs de longue durée. Leur nombre ne cesse de croître : +7 % en un an sur la zone d'emploi de Brest comme en Bretagne. Le chômage de longue durée sur le territoire est supérieur de trois points aux moyennes régionales et nationales. Dans les 12 derniers mois, cet écart s'est encore creusé. La situation des chômeurs de longue durée, déjà critique sur la zone d'emploi de Brest, pourrait de nouveau se détériorer dans les prochains mois.

La structure de la demande d'emploi fin décembre 2010 (données brutes)

	Zone d'emploi de Brest		Bretagne		France	
	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an
Jeunes	14,1 %	-4,3 %	14,2 %	-6,1 %	14,5 %	-4,9 %
Femmes	50,0 %	+2,5 %	48,8 %	+2,9 %	48,7 %	+4,2 %
Seniors	21,2 %	+6,7 %	21,9 %	+13,7 %	21,0 %	+13,1 %
Chômeurs de longue durée	35,0 %	+7,0 %	31,8 %	+7,0 %	NC*	NC

* NC : Non Connue - Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

1- Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage, il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un emploi quel qu'il soit.

2- Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

3- Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

Maintien du volume d'embauches

Au 1^{er} semestre 2011, les employeurs du Pays de Brest ont procédé à 83 791 déclarations préalables à l'embauche. Ce volume est quasi similaire à celui de l'an passé et s'inscrit nettement au-dessus du 1^{er} semestre 2009 (+8 %).

À l'image des semestres précédents, les principaux secteurs recruteurs sur le territoire sont les activités de services administratifs et de soutien⁴ (elles concentrent 44 % des embauches), de santé humaine et action sociale (14 %) et du commerce (8 % ; y compris la réparation automobile).

Par rapport à la même période en 2010, les embauches ont progressé ce semestre dans les secteurs du transport (+34 %) et de l'information – communication⁵ (+18%).

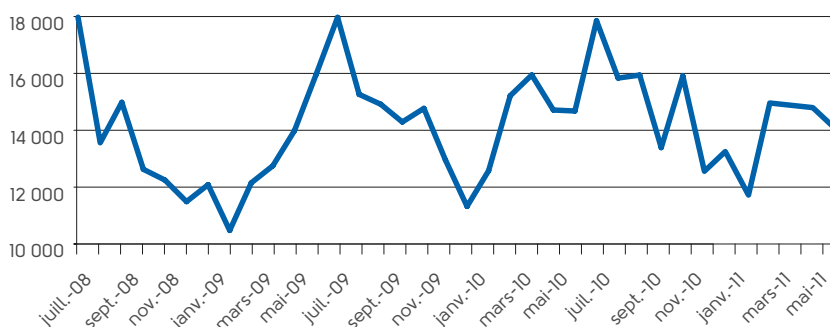
A contrario, le volume de recrutements a reculé dans les autres activités de services⁶ (-17%) par rapport au 1^{er} semestre 2010 et dans l'agriculture-pêche (-10 %).

Le volume d'offres d'emplois retrouve quasiment le niveau d'avant-crise

Dans la zone d'emploi de Brest, le volume d'offres collectées ce semestre par Pôle emploi affiche un recul net par rapport à la même période de l'an dernier : -15 % (contre -12 % en Bretagne et -9 % en France). Il est vrai que le 1^{er} semestre 2010 avait été exceptionnel. Pour autant, le volume d'offres enregistré début 2011 rejoint quasiment celui observé avant la crise économique.

Cette bonne nouvelle fait l'écho d'une autre : les offres durables (>6 mois) représentent désormais 42 % des offres collectées ce semestre (comme en France, 40 % en région). Pour mémoire, cette proportion s'élevait sur le territoire à 39 % en 2010 ou 37 % en 2007. Néanmoins, ce « bon » chiffre est à relativiser. En effet, il résulte avant tout d'un fort repli annuel des offres occasionnelles (-33 %) et temporaires (-14 %), face à un recul plus modéré pour les offres durables (-10 %). Autrement dit, la chute étant moins sévère pour les offres pérennes que pour les autres offres, leur part dans le total des offres collectées a progressé. Cette tendance s'ob-

Évolution du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le Pays de Brest



Les Déclarations Préalables À l'Embauche (DPAE) comptabilisent l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (et pas seulement les offres déposées à Pôle emploi). Elles donnent une vision exhaustive des recrutements, quelle que soit la durée du contrat de travail.

serve également en France et en Bretagne.

Au final, les offres de moins d'1 mois et d'1 à 6 mois représentent désormais 12 % et 46 % des offres collectées sur le territoire.

Des entrées en baisse mais un stock de demandeurs d'emploi qui ne décroît pas

Le nombre d'entrées dans la demande d'emploi recule ce semestre (-3 % par rapport à la même période l'année dernière), ce qui constitue un signe encourageant.

Plusieurs motifs d'inscription sont en repli : les licenciements économiques (-45 % en un an), les autres licenciements (-13 %), les reprises d'activités (-9 %) et les premières entrées sur le marché du travail (-6 %).

En revanche, les inscriptions pour démissions (+6 %), fins de mission d'intérim et CDD (+6 %) et fin de conventionnement (+70 % : fin des contrats aidés...) sont en progression par rapport au 1^{er} semestre 2010.

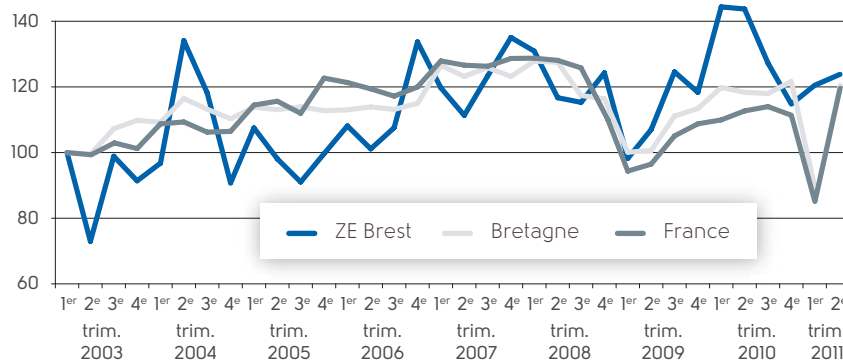
Les motifs « autres » et fins de mission et CDD demeurent les principaux motifs d'entrées dans la demande d'emploi : ils concentrent respectivement 41 % et 31 % des inscriptions ce semestre.

Le volume des sorties de la demande d'emploi est équivalent à celui de l'année dernière.

44 % des sorties sont le fait d'absence au contrôle, 27 % de reprise d'un emploi.

En un an, les sorties d'emploi ont été plus nombreuses pour les motifs suivants : radiations administratives (+31 %), arrêts maladie (+28 %), arrêts de recherche d'emploi (+16 %), reprises d'emploi (+5 %) et entrées en stage (+5 %).

Évolution des offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi (indice 100 en janvier 2003) en données CVS*



* CVS : Correction des Variations Saisonnières - Source : Pôle emploi - Traitement ADEUPa

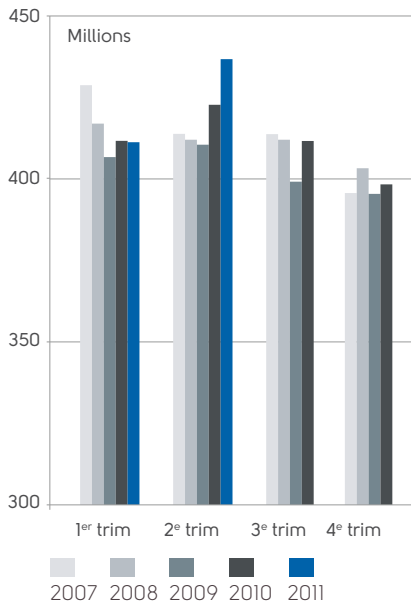
4 - Selon l'INSEE, les activités de services administratifs et de soutien comprennent diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises. Ex : sécurité, nettoyage, aménagement paysager, activités de location, activités liées à l'emploi (agences de travail temporaire...), activités des agences de voyage, centres d'appels...

5 - Selon l'INSEE, la nomenclature « activités d'information et de communication » regroupe les activités d'édition, d'informatique, de télécommunications.

6 - Selon l'INSEE, la nomenclature « autres activités de service » comprend les activités d'organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, les autres services personnels (blanchisserie, coiffure, esthétique, services funéraires...).

Légère croissance de la consommation

Chiffre d'affaires dans le commerce de détail (en euros constants)



Source : Direction des services fiscaux

Le niveau de consommation a progressé ce semestre dans le Pays de Brest. Cette augmentation concerne exclusivement le 2^e trimestre et majoritairement le commerce de détail.

Le 2^e semestre 2010 s'était caractérisé par un fort décrochage de la trésorerie des ménages. Cette situation était tempérée par un certain rebond en toute fin d'année, tendance à une certaine résistance qui se confirme au 1^{er} semestre 2011. Témoin de cette relative consolidation, la baisse du crédit revolving s'est poursuivie alors que les autres crédits à la consommation repartaient à la hausse.

Timide reprise de l'investissement

La progression de l'épargne logement se poursuit et s'explique toujours par le moindre attrait des produits boursiers au profit des placements dans l'immobilier. Ainsi, les encours de crédit habitat continuent de croître à un rythme qui semble s'accélérer en toute fin de période.

Les permis de construire sont un peu plus nombreux ce semestre qu'un an auparavant et retrouvent le niveau observé début 2008. En 2011, la situation économique présente de grandes similitudes avec 2008 : les taux d'intérêt augmentent, la crise financière perdure tout comme la frilosité des investisseurs.

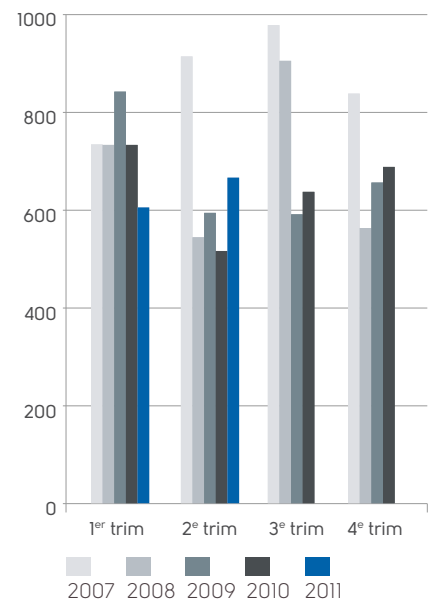
En tout début d'année, le nombre de permis déposés dans l'individuel pur était d'un niveau équivalent à celui observé au cours des 2 dernières années; le 2^e trimestre est en revanche beaucoup moins satisfaisant. Même si les taux d'intérêt restent relativement bas, la tendance à leur augmentation se confirme et devrait d'ailleurs se poursuivre. La Banque Centrale Européenne a remonté ses taux directeurs, ceux-là même qui servent de référence indirecte aux taux d'intérêt des crédits immobiliers.

L'évolution est inverse pour l'individuel groupé et le collectif qui après de très mauvais chiffres au 1^{er} trimestre enregistrent des volumes de permis comparables à ceux enregistrés entre 2005 et 2007. Compte tenu de l'étroitesse du marché de l'individuel groupé, il est difficile de tirer des enseignements de ces évolutions. En revanche, le marché du collectif est fortement impacté par les modifications du dispositif « Scellier », moins favorable aux investisseurs depuis le début 2011. En conséquence, les promoteurs ont anticipé cette évolution et ont privilégié les investissements en fin d'année 2010; le marché a donc connu une phase de fort ralentissement en tout début d'année et reprend progressivement.



Crédit photo : Mathieu Le Gall

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - Sit@del2

En France, les dépenses des ménages se sont contractées en ce début d'année dans un contexte d'inflation qui reste contenue (autour de 1%). La hausse des prix des matières premières continue de se diffuser aux prix à la consommation. L'INSEE envisage une légère reprise de la consommation des ménages au 3^e trimestre 2011 et estime que la hausse du revenu disponible brut des ménages en 2011 (+3,5 % après 2,0 %) serait en partie contrebalancée par le regain d'inflation. Au total, le pouvoir d'achat des ménages progresserait de 1,3 % en 2011, après 0,8 % en 2010.

Selon la Banque de France, les dépenses d'investissement en construction réalisées par les ménages français ont vivement rebondi au 1^{er} semestre. Cette tendance ne devrait toutefois pas perdurer compte tenu du tassement des mises en chantier au 2011 et des anticipations des promoteurs en matière de logements neufs à acheter. Dans le même temps, le taux d'épargne des ménages se maintient à un niveau élevé.



Crédit photo : Michel Coquil

Dates du semestre

- Juillet**
- Dans le cadre de sa diversification, le groupe **DCNS** entre au capital d'OpenHydro, société irlandaise spécialisée dans les énergies marines.
 - Le tribunal de commerce prononce la liquidation judiciaire de la Société d'électrification d'immeubles et de bâtiments (**Seib**, Brest). Filiale du Groupe Cadiou, elle employait 30 salariés.
- Février**
- Un compromis de vente a été signé pour l'installation de **Leroy Merlin** dans la zone commerciale du Froustven, sur une dizaine d'hectares.
 - **Lessonia** (Saint-Thonan, produits naturels pour la cosmétique, 37 salariés) va investir 2 M€ dans des machines et une extension.
 - Le projet **Babylone**, porté par la société de promotion immobilière JD2, remplacera la plus grande partie de l'abattoir de Kergaradec. Au menu, 12 000 m² de bureaux pour un investissement de l'ordre de 12 M€.
 - **La crêperie Faure** (Plouédern, 120 salariés), leader de la crêpe fourrée, achève un investissement de 5 M€ (extension de 2 000 m² et 3 nouvelles lignes de production).
- Mars**
- **Elomobile** (50 salariés, Brest) et le suédois Véhco, spécialisés dans le développement de solutions de gestion de flottes de poids lourds, fusionnent et représentent 100 collaborateurs répartis entre 6 implantations en Europe.
 - La société **Rolland** (Plouédern, fabrication de crèmes glacées) a été rachetée en mai 2010 par R&R Ice cream, un groupe britannique. Depuis, une centaine d'intérimaires et une vingtaine de salariés permanents ont été licenciés.
- Avril**
- Le nouveau **pont de Térénez**, maillon essentiel de la liaison entre le Pays de Brest et la Presqu'île de Crozon et représentant un investissement de 41 M€, est ouvert à la circulation.
 - Une trentaine d'hectares vont être aménagés bord à quai à Brest pour l'accueil d'entreprises de la **filière éolienne offshore**; l'enveloppe annoncée par la Région, propriétaire du site, est de 75 M€.
 - Les chantiers STX France de Saint-Nazaire et la **Sobrena** (Brest) ont conclu un accord de coopération afin de proposer aux armateurs une offre globale de services.
- Juin**
- **Bopp** va ouvrir une unité de fabrication de treuils pour navires en Chine en 2012. Le site de Lanvéoc fabriquera les équipements les plus pointus.
 - **Maisons Nature et Bois** (32 salariés), filiale de Trécobat, va développer son activité à Lannilis, avec un nouvel atelier de production de murs à ossature bois. Investissement : 4 M€.
 - **DCNS** rapatrie son informatique à Brest. 80 informaticiens sont attendus grâce à des transferts de personnel et des recrutements.
 - **Energie Transfert Thermique** (Ploudalmézeau, 213 salariés), concepteur et fabricant de pompes à chaleur pour les professionnels, s'étend (4 M€).
 - **Livbag** (Pont-de-Buis), leader européen des générateurs de gaz pour airbags, investit 7M€ dans les lignes de fabrication et installations informatiques.

Zone d'emploi de Brest

Emplois en 2008 :

158 033

 emplois

dont

141 857

 emplois salariés

source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2011

13 028

 en catégorie A

3 359

 en catégorie B

5 447

 en catégorie C
Source : Direccte
Unité Territoriale du FinistèreTaux de chômage au 4^e trimestre 2010

8,4 %

Source : INSEE

L'OBSERVATOIRE DE
L'ÉCONOMIE DE LA ZONE
D'EMPLOI DE BREST

Directrice de la publication :

Claire Guihéneuf

Réalisation :

François Rivoal, Nadine Le Hir,
Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

Traitements statistiques :

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page :

Dynamo+ Brest avec le concours
d'HippocampeContact : ADEUPa – 24 rue
de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél : 02 98 98 33 51 71

Courriel : adeupa-de-brest
@adeupa-brest.fr

Site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 3^e trimestre 2011

ISSN : 1623-6084

Réf. 11/212